



URAF



Union Régionale des Associations Familiales de Haute Normandie

Observatoire de la Famille

«L’habitat des familles» en Haute-Normandie

Synthèse réalisée par Charlotte LE VAN

Sociologue et Démographe au CERReV

(Centre d’Etude et de Recherche sur les Risques et les Vulnérabilités)

Université de Caen Basse-Normandie

Septembre 2011

INTRODUCTION

A) Contexte de l'enquête

Le logement représente un enjeu de société fondamental, tant il conditionne la vie personnelle, sociale et familiale de chacun. Il est un droit essentiel pour permettre à chaque personne et à chaque famille de vivre dans la dignité.

Dans un contexte économique instable, le logement reste une valeur refuge pour nombre de familles. Il occupe en effet une part importante dans leur vie, tant au plan financier que social et affectif. Le logement assure certes une fonction patrimoniale ; il peut notamment se transmettre de génération en génération pour ceux qui sont propriétaires. Mais sa fonction première, c'est d'être un lieu d'habitation, un nid, un cocon. Plus que jamais d'actualité, le logement ou l'habitat dans son ensemble reste un refuge pour la famille, un repère que chacun aménage et personnalise afin de s'y sentir bien. C'est le lieu où la famille se retrouve pour se détendre, partager des repas et se reposer. A ce titre, le logement intègre une dimension sociale forte. Les individus ont besoin d'un toit pour se protéger, se construire, et participer à la vie collective. Enfin, le logement est un des éléments déterminants du niveau et des conditions de vie des familles ; il peut être identifié par un certain nombre de caractéristiques comme son implantation, sa taille, ses équipements, ou encore son confort. Autant d'éléments qui interfèrent sur le vécu social et économique des familles.

Au-delà de ces notions, « avoir un toit » est une des préoccupations majeures de chaque famille, et ce d'autant plus que le logement est un poste de dépense grandissant, que l'on soit propriétaire ou locataire. Principal poste de consommation des ménages, les dépenses de logement représentent en moyenne 27 % du budget d'un ménage¹. En une quinzaine d'années seulement, les prix des logements ont été multipliés par 2,5 en France, soit une hausse bien supérieure à celle des revenus (multipliés par 1,6 depuis 1995)². Les loyers ont eux-aussi augmenté plus vite que le coût de la vie et les inégalités se sont accrues. Au cours des dix dernières années, les loyers des ménages les plus pauvres ont augmenté de 42 % en moyenne, contre 28 % pour les autres catégories de population³. Le poids de l'ensemble des dépenses de logement dans le budget des ménages s'est fortement accentué.

¹ Source INSEE, « Portrait social » de la France, 2010.

² Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations des français », 2009.

³ Source INSEE, 2010.

Face au contexte socio-économique actuel, un certain nombre de questions ne manquent pas de se poser : quels sont les critères de choix et les projets des familles en matière d'habitat ? Quelles difficultés rencontrent-elles dans la recherche de leur logement ? Quelles représentations ont-elles de leur logement aujourd'hui ? Ont-elles le sentiment d'avoir choisi leur logement librement ou par défaut ? Que représente pour elles l'accès à la propriété ? Quelles perceptions ont-elles des politiques du logement en général, et du logement social en particulier ?

Autant d'interrogations, aux réponses non assurées, qui ont amené l'UNAF, les URAF et les UDAF à initier cette enquête sur l'habitat des familles.

B) Objectifs de l'enquête

Le thème du logement répond à une forte préoccupation des UDAF, engagées au quotidien dans le domaine du logement par leur représentation dans des instances départementales et par leur gestion de services sociaux. Cette enquête vise donc à obtenir des éléments de connaissance pour en savoir davantage sur la manière dont les familles vivent dans leur logement, leurs besoins et leurs aspirations en termes d'accès ou encore d'amélioration de leur logement.

Le **premier objectif** de l'enquête vise à cerner les représentations que les familles ont de leur habitat dans son ensemble. Il s'agit d'identifier leurs conditions de vie, à travers notamment les points forts et les points faibles de leur habitat, mais aussi d'évaluer s'ils se sentent bien ou non au sein de leur logement/quartier. Sont également investiguées les difficultés que les ménages ont rencontré pour trouver leur logement, ainsi que leur perception de l'accès à la propriété.

Dans la mesure où les parcours résidentiels des individus ont tendance à se diversifier, le **deuxième objectif** de l'enquête consiste à mettre au jour les principales raisons qui motivent un déménagement au cours de la vie, ainsi que les projets des familles en matière de changement ou d'amélioration de leur logement.

Enfin, le **troisième objectif** de l'enquête est d'analyser les représentations que les parents ont des politiques d'aide ou d'accès au logement. Il s'agit notamment d'évaluer leur connaissance et leur degré de satisfaction à l'égard de divers dispositifs, et en particulier de cerner l'image qu'ils ont du logement social, ainsi que leur perception de la densification urbaine.

C) Méthode de l'enquête

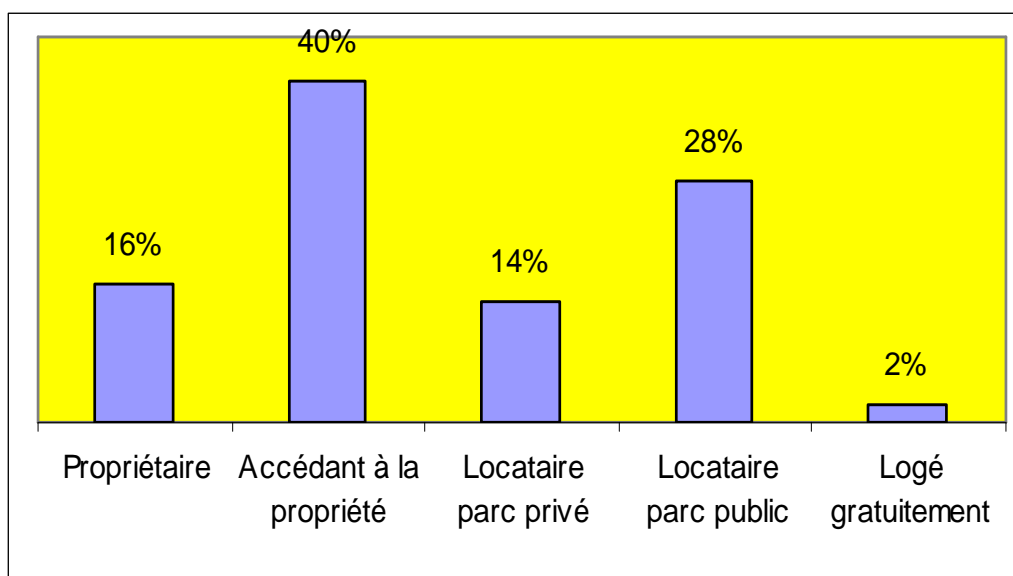
La population cible pour cette enquête est l'ensemble des **familles résidant en Haute-Normandie, et qui ont des enfants de moins de 25 ans**. A l'automne 2010, un questionnaire a été envoyé, par voie postale, à des ménages correspondant à ces critères, via un fichier mediapost. Les résultats de l'enquête portent sur les réponses de **1 000 questionnaires exploitables**.

Les chiffres présentés ici réfèrent à des pourcentages pondérés, **parfaitement représentatifs** de l'ensemble de la population régionale. En effet, l'échantillon des répondants s'avérant quelque peu différent de la population de Haute-Normandie (sous-représentation des jeunes, des professions intermédiaires, sur-représentation des familles monoparentales), nous avons procédé à un redressement des données, par pondération des individus, en utilisant l'information fournie par le recensement de population de l'INSEE en ce qui concerne l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, le type de famille (seul/en couple), le statut d'occupation du logement (propriétaire/locataire) ainsi que la zone d'habitation (rural/urbain).

PARTIE 1 : LES FAMILLES ET LA REPRESENTATION DE LEUR LOGEMENT

A) Une petite majorité de propriétaires

Répartition des familles selon le statut d'occupation du logement

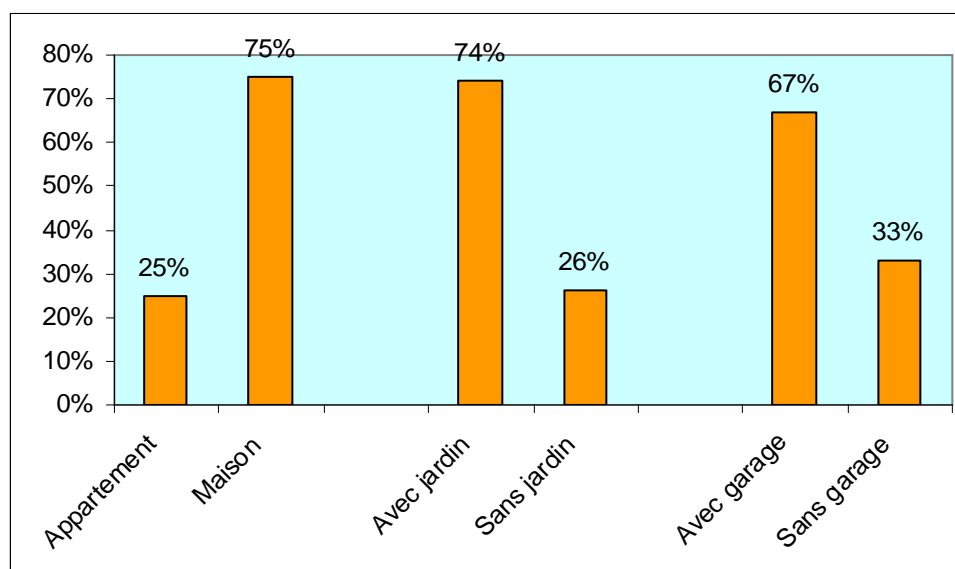


Un peu plus de la moitié des enquêtés (56 %) sont actuellement propriétaires de leur logement, qu'ils aient terminé de rembourser leurs prêts habitation (16 %) ou non (40 %). Les locataires représentent, pour leur part, 42 % de la population : 14 % dans le parc privé et 28 % dans le parc public. Les personnes logées à titre gratuit sont, quant à elles, peu nombreuses : seulement 2 % de l'ensemble.

Ces proportions varient sensiblement selon le département de résidence. La Seine-Maritime compte ainsi moins de propriétaires (53 %) que l'Eure (64 %), mais plus de locataires dans le parc public (30 % contre 22 %). Ces différences sont liées notamment au fait que la Seine-Maritime est un département plus urbanisé : seulement 28 % de ses habitants résident dans une zone rurale, contre 45 % pour l'Eure.

Par ailleurs, quel que soit le département de résidence, le statut d'occupation est étroitement corrélé à la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage. Ainsi est-ce parmi les professions supérieures et intermédiaires que l'on trouve la proportion la plus importante de propriétaires (respectivement 83 % et 72 %). Les ménages dont le chef de famille est sans emploi sont, pour leur part, plus de la moitié (51 %) locataires dans le parc public. En outre, si 31 % des catégories supérieures sont actuellement propriétaires et ont terminé de rembourser leurs prêts habitation, c'est seulement le cas de 8 % des catégories modestes (employés et ouvriers). L'âge du chef de ménage constitue également une variable très importante : seulement 2 % des moins de 35 ans sont des propriétaires ayant fini de rembourser leurs prêts contre 40 % des 45 ans et plus. Enfin, les familles résidant en milieu rural sont plus souvent propriétaires de leur logement (77 % contre 47 % dans les zones urbaines).

Répartition des enquêtés selon le type de logement



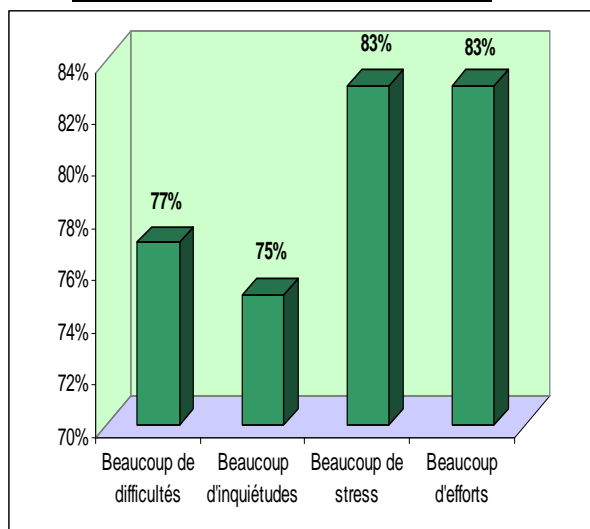
La grande majorité des enquêtés (75 %) résident dans une maison ; seuls 25 % d'entre eux vivent dans un appartement. Par ailleurs, 74 % disposent d'un jardin, et 67 % d'un garage. Enfin, 76 % résident dans des logements de type T4 ou plus.

Néanmoins, on retrouve ici aussi des inégalités. Les familles de l'Eure sont plus favorisées en la matière puisque seules 13 % d'entre elles occupent un appartement, contre 31 % en Seine-Maritime ; 97 % bénéficient d'un jardin, et 78 % d'un garage (contre respectivement 69 % et 65 % en Seine-Maritime). Par ailleurs, les jeunes et les catégories sociales défavorisées habitent plus souvent dans des appartements, sans jardin ni garage, et disposent de moins d'espace. Précisons enfin que 11 % des ménages de 5 personnes et + ne disposent que de 3 pièces ou moins d'habitation ; 2 % d'entre eux résident dans un studio ou T1.

B) Trouver un logement : une quête difficile

Que l'on soit propriétaire ou locataire, la recherche du dernier logement s'est accompagnée de diverses difficultés pour la majorité des familles.

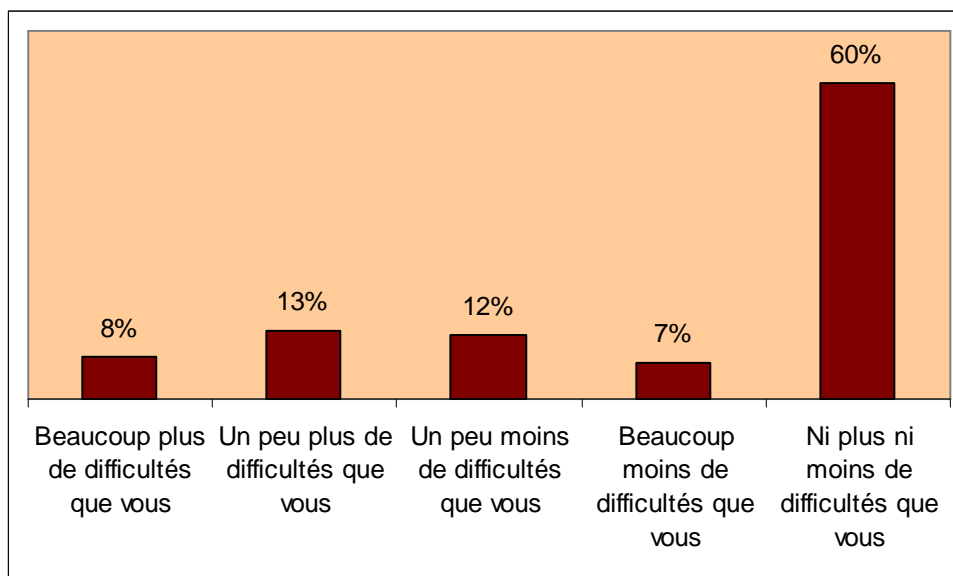
Pourcentages d'enquêtés « tout à fait ou plutôt d'accord » pour dire que la recherche de leur dernier logement, c'était :



En premier lieu, les enquêtés soulignent que la recherche de leur logement a nécessité beaucoup d'efforts (83 %), et qu'elle a également été éprouvante nerveusement puisque 83 % d'entre eux déclarent qu'elle a été source de beaucoup de stress et, pour 75 %, de beaucoup d'inquiétudes. Pour plus de trois quarts des ménages (77 %), c'est seulement après beaucoup de difficultés qu'ils sont entrés dans leur logement actuel.

Les inquiétudes et les efforts concernent autant les locataires que les propriétaires. En revanche, les difficultés et le stress sont plus souvent mentionnés par les locataires (respectivement 84 % et 81 %, contre 76 % et 74 % des propriétaires). Enfin, il est notable que les catégories modestes et défavorisées sont nettement plus touchées que les autres par tous les problèmes induits par la recherche d'un logement. Pour exemple, 91 % des chefs de famille sans emploi déclarent qu'ils ont subi beaucoup de stress, contre 65 % des ménages favorisés.

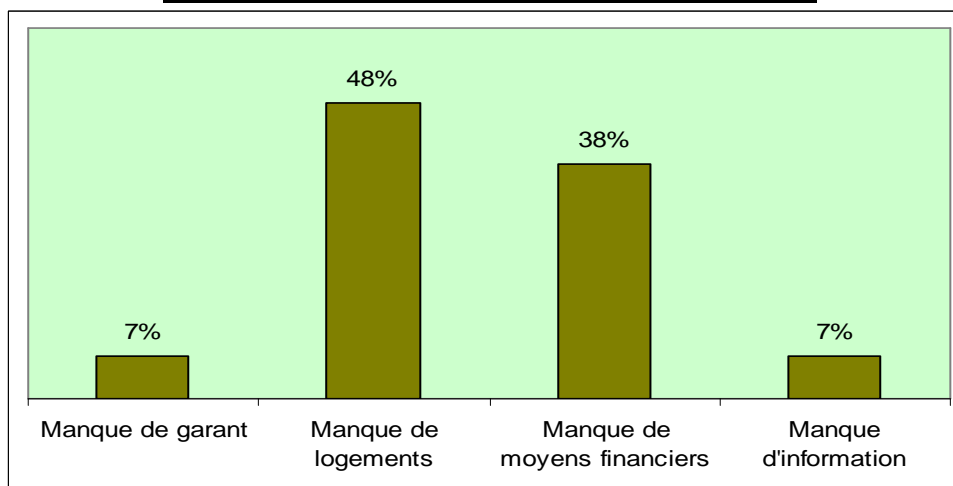
Au moment de la recherche de votre dernier logement, aviez-vous le sentiment que les autres familles avaient :



Si nombre de familles expriment les divers problèmes rencontrés lors de la recherche de leur dernier logement, elles ne sont cependant que 19 % à penser que les autres familles ont rencontré un peu (12 %) ou beaucoup (7 %) moins de difficultés qu'elles. La majorité d'entre elles (60 %) n'ont pas le sentiment d'avoir vécu une situation spécifique et 21 % estiment même avoir rencontré moins de difficultés que les autres. Le sentiment que les difficultés concernent tout le monde est donc relativement partagé. En bref, la difficulté d'accès au logement est considérée comme générale.

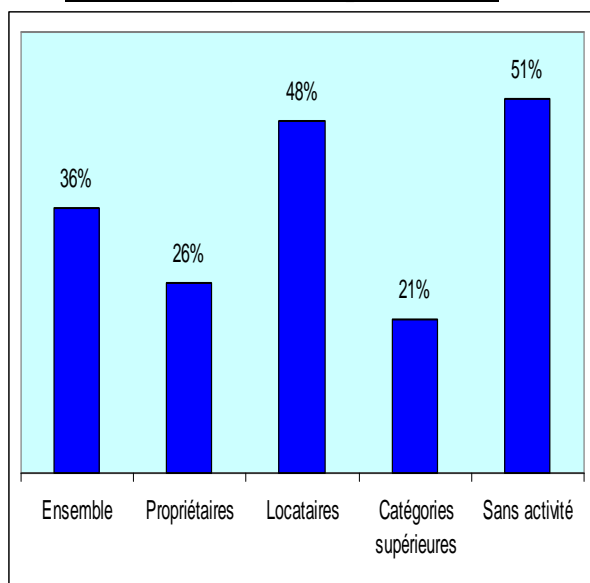
Pour autant, 53 % des ménages déclarent qu'au final, ils ont eu beaucoup (14 %) ou plutôt (39 %) du mal à trouver leur logement. La principale difficulté avancée est « celle d'un manque de logement correspondant à leurs besoins » (48 %). Le « manque de moyens financiers » est également souvent relevé (38 %). Le manque d'information (7 %) ou de garant (7 %) est nettement moins fréquent.

Difficulté principale pour trouver le logement actuel



Les analyses croisées révèlent que les différentes classes sociales n'ont pas rencontré le même type de difficultés. Les catégories défavorisées mentionnent beaucoup plus souvent le manque de garant : elles sont 16 % dans ce cas, contre seulement 2 % des classes supérieures. Par ailleurs, la difficulté principale réside pour elles dans « le manque de moyens financiers » (44 %), alors que pour les ménages favorisés, c'est d'abord le « manque de logements » qui pose problème (61 %). Par ailleurs, le manque de moyens financiers est plus souvent avancé par les propriétaires (49 % contre 27 % des locataires). A l'inverse, la pénurie de logements concerne beaucoup plus fréquemment les locataires (55 % contre 39 % des propriétaires).

Pourcentages d'enquêtés déclarant avoir choisi leur logement « par défaut »



Malgré les difficultés rencontrées pendant la recherche du dernier logement, 64 % des enquêtés affirment avoir choisi librement leur logement, tandis que 36 % déclarent avoir fait un choix contraint. Cette proportion varie toutefois notablement selon divers facteurs. Les enquêtés sans emploi sont deux fois plus nombreux (51 %) que les catégories supérieures (21 %) à estimer qu'ils ont finalement choisi leur logement « par défaut ». C'est également plus souvent le cas des locataires (48 %) par rapport aux propriétaires (26 %).

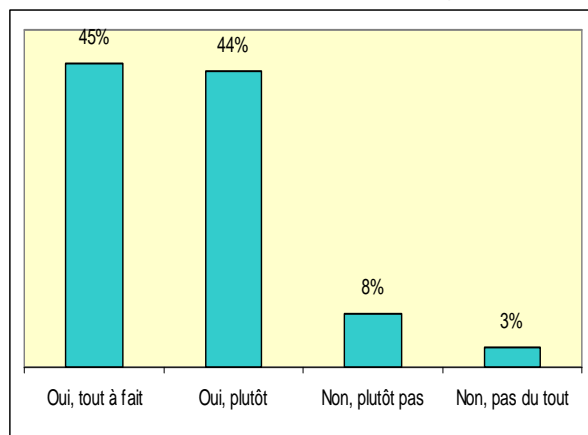
C) Représentations et vécu du logement par les familles

Il a été proposé aux enquêtés une liste présentant un certain nombre de caractéristiques de leur habitat, et il leur a été demandé si celles-ci constituaient, selon eux, des points forts ou des points faibles. En tête des points forts arrivent la proximité des écoles (81 %), le quartier/cadre de vie (75 %), la luminosité (67 %), la surface habitable (64 %), puis l'environnement silencieux (62 %) et le jardin (62 %). Les points faibles concernent quant à eux le fait d'avoir un logement économe en énergie (43 %) ou qui respecte l'environnement (38 %), les taxes et impôts (41 %), ainsi que la proximité de leur logement avec les transports en commun (30 %) ou la famille (29 %).

Dans l'hypothèse où ils devraient changer de logement, il a été demandé aux enquêtes quels seraient leurs trois principaux critères de choix. La surface habitable, citée par 61 % d'entre eux, arrive de loin en tête, devant le jardin (34 %) et le quartier/cadre de vie (34 %). En premier lieu, les familles recherchent donc l'aisance procurée par l'espace (tant intérieur qu'extérieur), puis un quartier

agréable. Les aspects pratiques tels que la proximité des transports, écoles ou services (disponibilité des moyens environnants) sont quant à eux nettement moins plébiscités.

D'une manière générale, diriez-vous que vous vous sentez bien dans votre logement ?



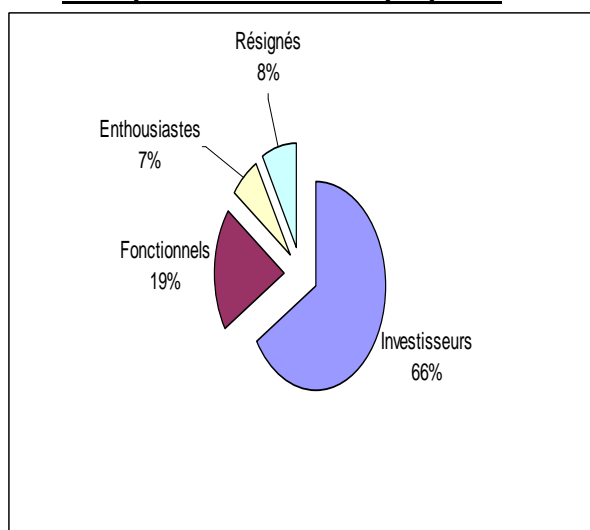
Même si leur habitat présente quelques points faibles, la très grande majorité des familles (89 %) se sentent bien dans leur logement ; 45 % déclarent même s’y sentir tout à fait bien et seuls 3 % ne s’y sentent « pas bien du tout ». Ces proportions varient toutefois considérablement selon le statut d’occupation. Près d’un quart des locataires déclarent qu’ils ne se sentent pas bien dans leur logement, contre seulement 2 % des propriétaires. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que 75 % des enquêtés n’ayant pas choisi librement leur logement déclarent s’y sentir bien malgré tout.

D) Perception de l'accès à la propriété

L’accession à la propriété est perçue de différente manière par les enquêtés. Quatre groupes distincts peuvent être identifiés au sein de la population :

- les « investisseurs » - considèrent que le logement est un placement pour l’avenir et un patrimoine pour les enfants,
- les « fonctionnels » - estiment qu’être propriétaire n’est pas une finalité, l’important étant d’avoir un toit,
- les « enthousiastes » - déclarent vouloir devenir propriétaires à tout prix,
- les « résignés » - pensent qu’avant tout, l’accession à la propriété est réservée aux autres financièrement.

Perception de l'accès à la propriété

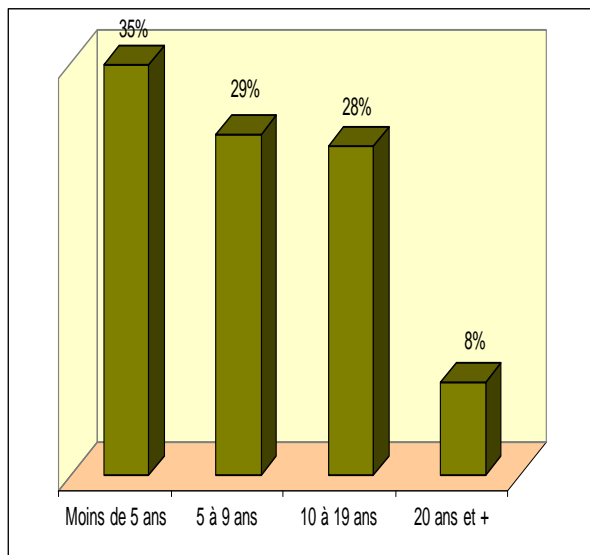


Les deux tiers des répondants (66 %) se perçoivent d’abord comme des « investisseurs », notamment ceux qui sont propriétaires (79 %, contre 47 % des locataires). 19 % ont un rapport « fonctionnel » à la propriété, en particulier les locataires qui sont 30 % dans ce cas. Les « résignés » (8 %) et les « enthousiastes » (7 %) représentent une part plus marginale de la population, mais il est notable que 14 % des enquêtés sans emploi et des locataires, ainsi que 13 % des familles monoparentales sont « résignés ».

PARTIE 2 : ANALYSE ET PROJECTION DES FAMILLES SUR LEUR LOGEMENT

A) Parcours de vie des familles concernant leur logement

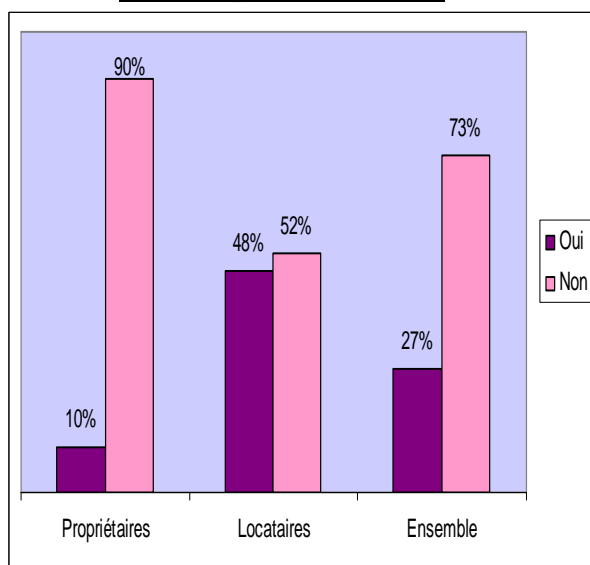
Durée d'occupation du logement actuel (en pourcentages)



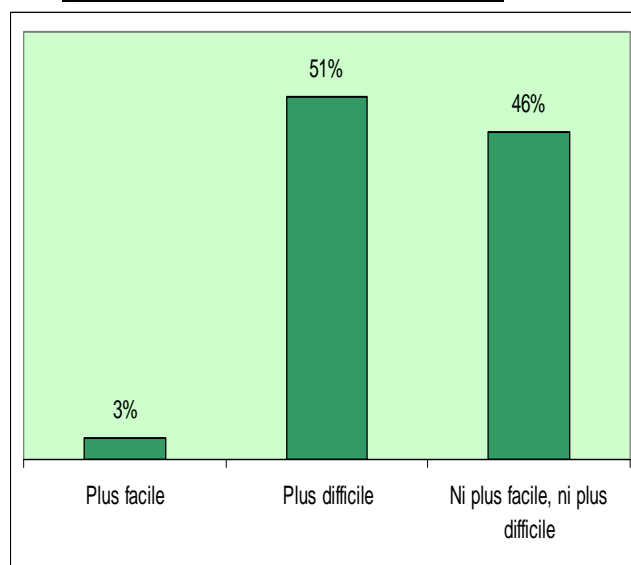
En moyenne, les familles habitent dans leur logement actuel depuis 8,7 ans. La majorité d'entre elles (35 %) ont une durée d'occupation inférieure à 5 ans, et seulement 8 % sont dans le même logement depuis plus de 20 ans. L'ancienneté dans le logement varie notablement selon le statut d'occupation. 51 % des locataires résident depuis moins de 5 ans dans leur logement, contre 21 % des propriétaires. Par ailleurs, si 49 % des propriétaires sont dans le même logement depuis plus de 10 ans, c'est seulement le cas de 20 % des locataires.

Dans un avenir proche (les prochains mois), seules 27 % des familles pensent changer de logement. Mais, ici aussi, les résultats dépendent étroitement du statut d'occupation. Alors que 48 % des locataires ont l'intention de déménager, c'est seulement le cas de 10 % des propriétaires.

Pensez-vous changer de logement dans les prochains mois ?



Au cours des prochaines années pensez-vous que la recherche de logement sera :



Les ménages affichent globalement un certain pessimisme à l'égard de l'évolution de la recherche de logement. Seuls 3 % d'entre eux pensent que la conjoncture sera plus favorable dans les années à venir, et plus de la moitié (51 %) pensent que cela va être plus difficile. La manière d'envisager l'avenir dépend étroitement de la condition sociale des enquêtés. Les locataires et les catégories défavorisées, en particulier les chefs de famille sans emploi, affichent un pessimisme nettement plus prononcé que les autres puisque plus des deux tiers d'entre eux estiment que les conditions de recherche vont être encore plus difficiles.

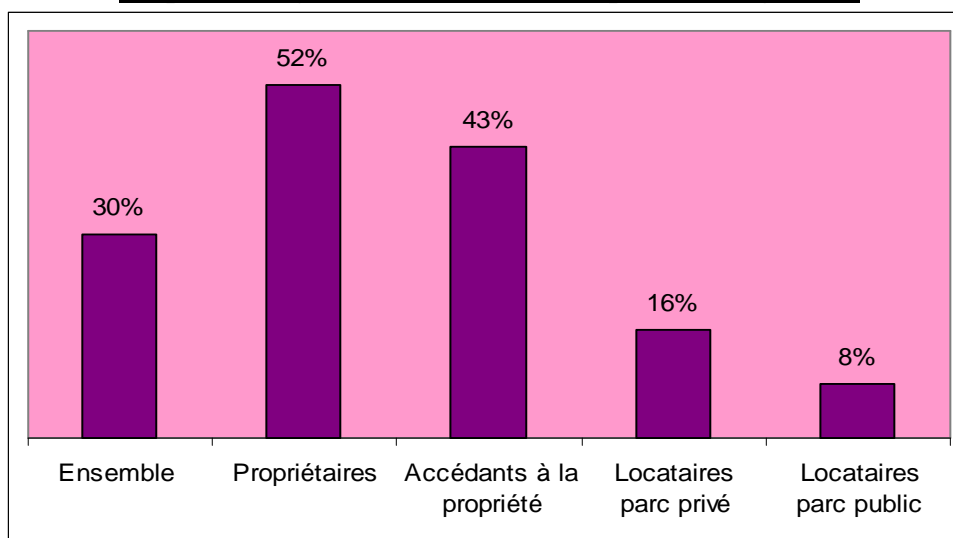
Divers freins à l'accès au logement sont pointés par ceux qui pensent que les conditions de recherche vont être plus difficiles. En premier lieu, ce sont les problèmes de capacité financière qui sont incriminés : 85 % d'entre eux soulignent le décalage entre la baisse de leur pouvoir d'achat et l'augmentation des loyers et du prix de l'immobilier ; les 15 % restants invoquent plutôt une pénurie de logements disponibles.

Reste que le besoin de logement est permanent, et sans lien avec le contexte économique. Lorsqu'on demande aux enquêtés les principales raisons qui ont motivé des déménagements au cours de leur existence, une bonne part mentionne, certes, « la volonté de devenir propriétaire » (43 %), ou l'« envie de changement » (30 %), mais ce sont d'abord les obligations familiales (naissance d'un enfant, pour 69 %, installation en couple, pour 66 %,) ou professionnelles (mutation, pour 27 %, changement du niveau de revenu, pour 21 %) qui priment.

B) L'épargne des ménages concernant leur logement

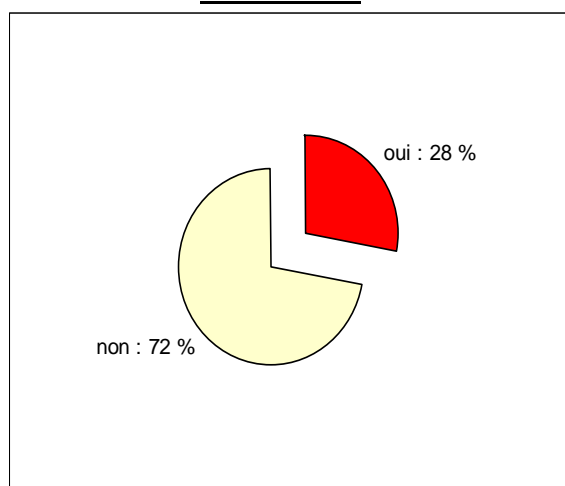
Dans l'ensemble, 30 % des enquêtés, déclarent avoir constitué une épargne pour d'éventuels travaux de rénovation de leur habitation. En effet, seuls 8 % des locataires dans le parc public ont mis de l'argent de côté dans cette perspective. En revanche, c'est le cas de 52 % des propriétaires ayant terminé de rembourser leurs prêts habitation, et de 43 % des accédants à la propriété

Avez-vous constitué une épargne pour d'éventuels travaux de rénovation de votre habitation ? (en pourcentages, selon le statut d'occupation du logement)



Reste que, à l'heure où les enjeux écologiques et financiers incitent à faire des économies d'énergie, seule une famille sur trois (37 %) a déjà réalisé des travaux d'amélioration de son logement pour économiser de l'énergie, en particulier des travaux d'isolation ou d'installation de systèmes de chauffage. Toutefois, ici encore, cette proportion varie notablement selon le statut d'occupation du logement. Si 60 % des propriétaires ont déjà engagé des travaux de ce type, c'est seulement le cas de 7 % des locataires.

Avez-vous constitué une épargne pour le financement d'un éventuel achat immobilier ?

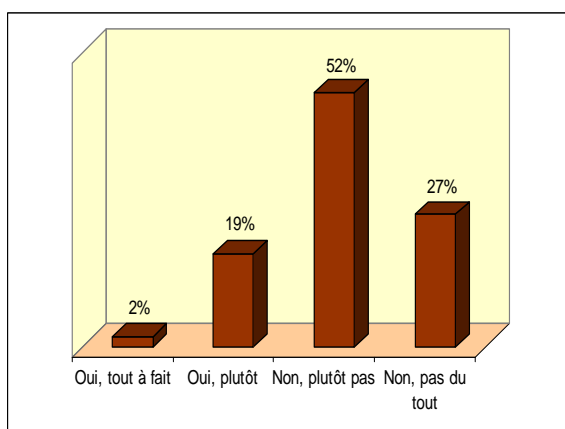


L'accession à la propriété est un vœu cher aux familles. Mais ce projet est-il anticipé financièrement ? Seuls 28 % des locataires interrogés ont répondu qu'ils avaient constitué une épargne pour le financement d'un éventuel achat immobilier. Ce pourcentage dépend étroitement de la CSP des enquêtés puisque c'est le cas de 54 % des professions intermédiaires, contre seulement 22 % des ménages employés ou ouvriers, et 10 % parmi ceux qui sont sans activité.

PARTIE 3 : REFLEXION DES FAMILLES SUR LES POLITIQUES DE LOGEMENT

A) Opinion des familles sur les dispositifs d'aide ou d'accès au logement

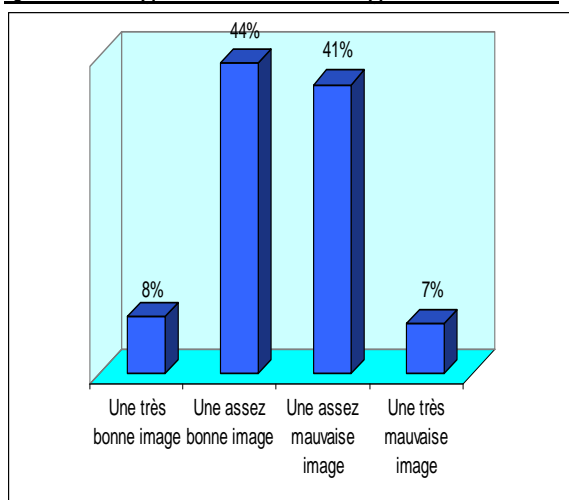
D'une manière générale, pensez-vous que les dispositifs actuels en faveur du logement sont suffisants pour garantir un logement pour tous ?



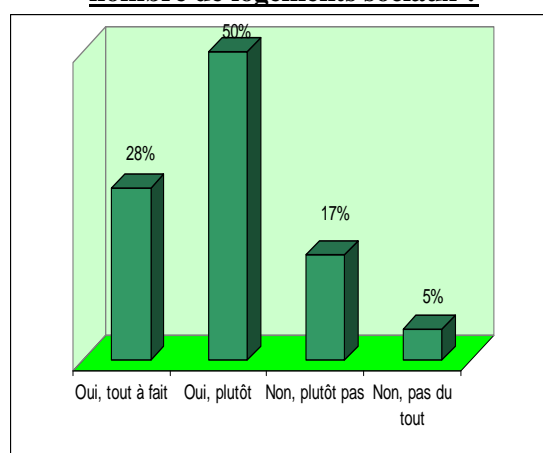
Les familles enquêtées, quelles que soient leurs caractéristiques, affichent une grande réserve à l'égard de l'efficacité des dispositifs actuels en faveur du logement. Seules 2 % d'entre elles pensent qu'ils sont suffisants pour garantir un logement pour tous. 79 % estiment en revanche qu'ils sont « plutôt pas » (52 %), voire même « pas du tout » (27 %) suffisants.

Les besoins en logement, et qui plus est en logements sociaux, sont prégnants et risquent d'augmenter en raison des difficultés croissantes des familles et des risques d'exclusion qui s'y rattachent. L'opinion des familles interrogées sur le logement social est quelque peu partagée. Si 52 % d'entre elles en ont une « assez » ou « très » bonne image, 41 % en ont, au contraire, une « assez mauvaise image », notamment parmi les propriétaires. Malgré tout, plus des trois quarts des ménages sont « tout à fait » (29 %) ou « plutôt » (50 %) favorables à une augmentation du nombre de logements sociaux. Il est d'ailleurs notable que, même parmi ceux qui en ont une mauvaise image, une majorité (65 %) se prononce en faveur de leur augmentation.

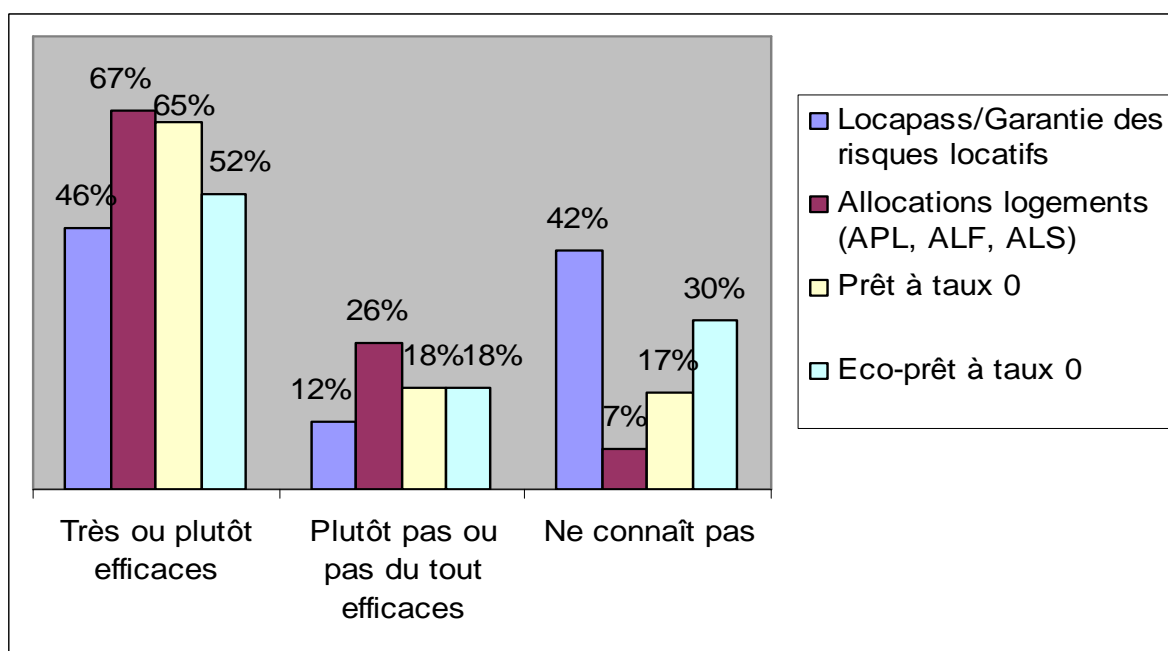
Quelle image avez-vous du logement social ?



Etes-vous favorable à l'augmentation du nombre de logements sociaux ?



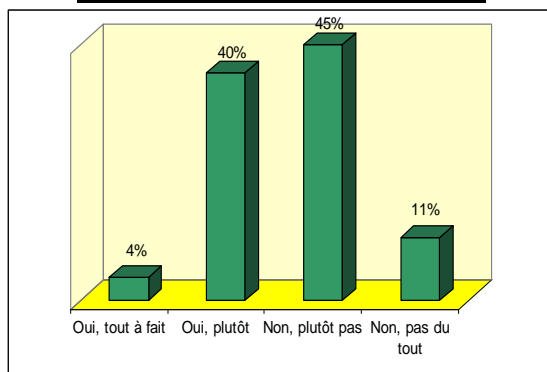
Parmi les aides au logement suivantes, êtes-vous d'accord pour dire qu'elles sont :



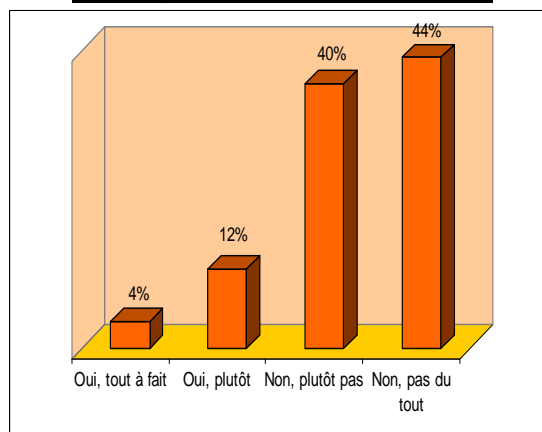
Les différents dispositifs d'aide au logement sont diversement connus et appréciés par les familles. 42 % d'entre elles ignorent par exemple l'existence des aides locapass/garantie des risques locatifs, et 30 % celle des éco-prêts à taux 0 pour l'amélioration de l'habitat. En outre, il est notable que le prêt et l'éco-prêt à taux 0 sont nettement plus méconnus par les locataires que par les propriétaires.

Les allocations logements (pour 67 %), suivies de près par la mesure du prêt à taux 0 pour l'accession à la propriété (pour 65 %), sont les mesures jugées les plus efficaces par les ménages. Mais il est intéressant de noter que les allocations logements correspondent également au type d'aides qui suscite la plus grande réserve de la part des enquêtés (26 % le pensent inefficace).

Diriez-vous que les dispositifs « d'amélioration de l'habitat », mis en place aujourd'hui, permettent réellement de vous aider à améliorer votre habitat ?



Seriez-vous prêt à vivre dans une ville plus dense (plus de logements au m²) ?



En ce qui concerne les dispositifs d'amélioration de l'habitat, les avis sont également très partagés et ne dépendent pas du statut d'occupation, ni du milieu social des différentes familles. 44 % d'entre elles sont « tout à fait » (4 %) ou « plutôt » (40 %) d'accord avec l'idée qu'ils permettent réellement de les aider à améliorer leur logement, mais une petite majorité d'entre elles (56 %) pensent au contraire que ce n'est « plutôt pas » (45 %), ou « pas du tout » (11 %), le cas.

Enfin, les ménages se montrent largement hostiles à l'égard d'une éventuelle densification urbaine. 84 % déclarent qu'ils ne seraient « plutôt pas » (40 %), voire « pas du tout » (44 %) prêts à vivre dans une ville qui contient plus de logements au m². Néanmoins, les locataires, pour 24 % (contre 9 % des propriétaires) se déclarent plus disposés que les autres à résider dans une zone d'habitation avec plus de logements. C'est également plus souvent le cas des personnes sans activité (27 %) par rapport aux répondants appartenant aux catégories supérieures (seulement 10 %), ainsi que des familles résidant en milieu urbain (18 %) par rapport à celles qui vivent en milieu rural (10 %).

CONCLUSION

Cette enquête sur l'habitat révèle tout d'abord que les habitants de Haute-Normandie se sentent plutôt bien dans leur logement et que la plupart d'entre eux n'ont pas pour projet de le quitter dans les prochains mois. Toutefois, derrière ce constat plutôt rassurant, se profilent un certain nombre de problèmes, et surtout d'importantes inégalités, qui dessinent un paysage très contrasté des conditions et du vécu que l'on a de son logement dans la région.

Tout d'abord, la grande majorité des répondants soulignent les nombreuses difficultés auxquelles ils ont été confrontés dans la recherche de leur logement. Des difficultés liées principalement au manque de logements correspondant à leurs besoins, mais également au manque de moyens financiers. Aussi, plus d'un tiers d'entre eux déclarent qu'ils ont finalement choisi leur logement plutôt « par défaut » que « librement ».

Globalement, les enquêtés partagent les mêmes aspirations en matière d'habitat. L'accession à la propriété, d'abord perçue comme un placement pour l'avenir et un patrimoine pour les enfants, est un souhait important que quasiment tous énoncent, mais que certains, faute de moyens, ne sont pas parvenus à concrétiser. Par ailleurs, la satisfaction des ménages à l'égard de leur habitat passe d'abord par des critères liés directement au logement lui-même. Les critères d'ordre pratique liés à l'environnement, tels que l'accès aux transports ou la proximité des services, sont moins plébiscités.

Ces aspirations communes se traduisent finalement par une vision hiérarchique des statuts d'occupation et des types de logement, selon laquelle le propriétaire d'une maison individuelle avec jardin, ayant fini de rembourser ses prêts, se situe au sommet de l'échelle résidentielle et, le locataire dans le parc social, au bas. Les résultats de l'enquête témoignent en effet que le vécu et les représentations que l'on a de son logement dépendent avant tout du statut d'occupation. Si les propriétaires sont dans une situation plutôt confortable, c'est loin d'être le cas de tous les locataires. C'est la raison pour laquelle les familles de l'Eure, qui comptent plus de propriétaires et de ruraux, connaissent sensiblement moins de difficultés que celles de Seine-Maritime.

Il apparaît également que les dispositifs publics d'aide au logement, encore trop souvent méconnus, apparaissent insuffisants aux enquêtés. Ces derniers ont par ailleurs une image plutôt bonne des logements sociaux et, dans leur grande majorité, sont favorables à l'augmentation de leur nombre, tout en restant très hostiles à l'éventualité d'une densification urbaine.

Au final, nombre de familles manifestent encore d'importants besoins en termes d'accès ou d'amélioration de leur logement. Et surtout, l'enquête révèle de profondes inégalités entre les ménages. Sachant que l'habitat est déterminant dans la qualité de vie, les résultats de cette enquête pointent la nécessité de faire de la question du logement une priorité.